

La fusion devient de l'entêtement autocratique

Le gouvernement péquiste a choisi le décret plutôt que les débats sociaux et la consultation populaire pour «régler» la question des fusions municipales au Saguenay. Les conclusions du «Rapport Bergeron» semblaient connues du gouvernement avant même que ne débutent les travaux du mandataire, en tout cas aux yeux de plusieurs. Tout comme l'on pouvait par ailleurs deviner les conclusions de la Commission Clair à la manière dont les questions, fort restreintes et orientées, étaient posées lors des «consultations sur le financement et l'organisation du système de santé». Cette manière de décider nous révèle encore une fois un style de gouvernement autocratique qui n'hésite pas à décréter ou à noyer le poisson dans des pseudo-consultations.

Au départ, il faut reconnaître que cette réforme a été lancée en réponse à un réel problème dans la vie municipale québécoise, tantôt à cause du trop grand nombre de municipalités dans une localité, tantôt pour cause de disparité ou d'iniquité au niveau fiscal, tantôt pour mieux intégrer le développement, le zonage, tantôt pour mieux refléter la réalité géographique et humaine des communautés. On n'a cependant pas beaucoup parlé des objectifs démocratiques qu'auraient pu rechercher cette réforme du palier de gouvernement quand même le plus proche des citoyens et des citoyennes. Au contraire, les fusions se sont faites selon la logique néo-libérale qui tend à concentrer les ressources et les pouvoirs et à les éloigner de la base. Ce qui peut aller à l'encontre d'une vision du développe-

ment régional et local et de la démocratie.

Si le gouvernement pouvait argumenter que dans les cas de Montréal et de Québec, la fusion venait mieux répondre à la réalité démographique et géographique, ce n'est pourtant pas le cas au Saguenay. Car si dans ce cas, l'on voulait vraiment respecter cette dynamique, l'on reconnaîtrait que le Bas-Saguenay a besoin d'institutions qui lui sont propres, organisées autour d'un pôle naturel, La Baie. Même avant la campagne électorale de 1998, on se souviendra que bon nombre de municipalités de ce secteur ont demandé, à l'instar de Ville de La Baie, le découpage d'une MRC qui leur serait propre et qui serait mieux à même de stimuler et d'aménager le développement de ce secteur. De plus, la population du Bas-Saguenay a, malgré la dis-

persión de sa population, un fort sentiment d'appartenance et nous pensons que les décideurs doivent considérer cet élément au moment de découper un territoire qui est le premier lieu habité par les citoyennes et les citoyens d'un pays. Nous pensons également que la proposition de Jonquière avait aussi le mérite de favoriser des fusions autour des trois pôles (Chicoutimi, Jonquière et La Baie) et la création d'une instance supra-municipale de

nature à mieux respecter la géographie humaine et politique du Saguenay, tout en permettant de mieux représenter les citoyennes et citoyens par un plus grand nombre de conseillers.

Au lieu de consulter la population et de favoriser des débats plus larges, portant sur l'objet et la raison d'être des institutions

municipales (démocratie locale et développement régional), le gouvernement péquiste a décidé de trancher la question d'autorité en décrétant une formule mur à mur néo-libérale, obsédée par la taille des villes, leur concentration et l'uniformisation de leur fonctionnement. Non, à bien y penser, ces fusions ne serviront ni l'histoire, ni la culture, ni l'économie locale. Elles contribueront à l'aggravation des problèmes sociaux et à la désintégration de la région au profit des centres plus importants.

Le Rassemblement pour l'alternative progressiste propose dans son programme de doter les régions de structures électives responsables et imputables en vue d'assurer un développement régional intégré. C'est ce type de «gouvernement régional» que nous

préconisons nous permettrait de prendre en main notre développement régional en intégrant ses dimensions économiques, environnementales et sociales. Notre vision de la démocratie favorise plutôt la décentralisation des pouvoirs et le rapprochement le plus possible des leviers de décision au niveau des citoyens et citoyennes. Cela inclus la tenue de référendums sur des questions d'importance telles que la fusion municipale.

Louis Briand, porte-parole RAP

Saguenay-Lac-St-Jean

**Pierre Dostie
Membre du Comité
national de coordination
du Rassemblement pour
l'Alternative progressiste
CP 22007, Qc, G8A 2K4**



Créez votre combinaison

65 \$/mois